



Prendre ouvertement des risques

Discussion sur les technologies pour un accès
équitable¹

Alan Finlay

¹ Ce texte est un article sommaire sur les documents et commentaires concernant la question des outils et des technologies pour un accès équitable aux infrastructures de TIC. Il fait partie d'une série sur l'accès équitable à l'infrastructure des TIC commandée par APC en vue d'une conférence sur l'accès équitable qui a eu lieu à Rio de Janeiro en novembre 2007. Les documents et les commentaires sont affichés à : www.apc.org/en/pubs/research

« En technologie, il est parfois préférable de mal faire les choses que de ne rien faire du tout », dit l'analyste de la Shuttleworth Foundation basée en Afrique du Sud, Steve Song. Et il estime qu'en ce qui concerne la technologie, on doit encourager l'imprévu.

S. Song, un défenseur de la source ouverte, répondait à un document de discussion de l'activiste de la technique Alberto Escudero-Pascual, intitulé *Outils et technologies pour un accès équitable*, qui fait partie de quatre documents commandés par l'Association pour le progrès des communications (APC) sur l'accès équitable aux infrastructures de TIC.

« Il est important de savoir qu'en ce qui concerne la mise en œuvre des technologies de communication, la fonction la plus utile du réseau n'est pas nécessairement celle que l'on a prévue », indique S. Song dans son commentaire. On doit s'attendre à l'imprévu. Par exemple, le téléphone mobile a servi à toute sorte d'utilisations surprenantes, que ce soit les SMS comme outil d'organisation politique de masse, les « signaux sonores », les transferts de crédits et les opérations bancaires mobiles. « Aucune de ces innovations n'avait été prévue par les initiateurs du réseau original », ajoute S. Song.

L'analyse d'A. Escudero-Pascuals sur le WiFi (technologies de communication sans fil) montre remarquablement bien comment une approche technologique locale peut exploiter le potentiel des TIC pour un accès équitable. Par exemple, au Pérou, on a utilisé le WiFi pour offrir des services en santé et en agriculture en Amazonie et au Huaral. Des mots comme « révolution » sont utilisés dans ce contexte – et il est facile de comprendre pourquoi. « Le WiFi a permis d'augmenter considérablement l'accès aux TIC en étendant l'infrastructure à des régions qui n'intéressent pas spécialement les opérateurs », écrit A. Escudero-Pascual. « L'expansion des solutions WiFi se fait de la même façon que pour la révolution des normes ouvertes ou la prolifération des ordinateurs personnels il y a une vingtaine d'années. Il y avait un besoin, la technologie existait et une norme sur l'interopérabilité et la production de masse a été adoptée. »

Pour A. Escudero-Pascual, il est essentiel d'apprendre de l'expérience du WiFi pour planifier les politiques et les règlements et il fait observer que la décision de libérer le spectre a été fondamentale et a largement influé sur l'avenir du déploiement du sans fil. Un accès abordable est possible si l'on associe l'accessibilité technologique à la possibilité de nouveaux débouchés.

Mais comment les décideurs peuvent-ils légiférer l'imprévisibilité? Certains avancent que l'on *doit* étroitement gérer la technologie pour le bien public pour en optimiser l'efficacité – le cas de l'évolution aléatoire des télécentres en Afrique du Sud en est un bon exemple.

Carlos Afonso, le directeur de RITS, une ONG brésilienne œuvrant pour les TIC pour le développement, dit que des imprévus – comme une trop grande utilisation de la

large bande par les réseaux locaux installés à domicile – peuvent créer un problème de qualité et de fiabilité. Il est alors difficile de prendre des décisions stratégiques.

La solution consiste plutôt à ne pas intervenir : alors que les activistes de la technique devraient demander le déploiement de technologies solides pour les connexions communautaires, les politiques devraient dans la mesure du possible rester neutres sur le plan de la technologie. « Il est important de ne pas trop préciser les solutions », dit S. Song. « Il est plus important que les technologies de communication soient aussi bon marché et conviviales que possible pour permettre ensuite aux utilisateurs de trouver leurs propres solutions. »

Ce que les praticiens appellent les « normes ouvertes » (qui permettent l'interopérabilité entre les produits), « le matériel libre », ou le terme général de « libre » donnent tous des résultats similaires : ils évitent l'enfermement propriétaire, la monopolisation par une compagnie de toute possibilité technologique, et encouragent le transfert des connaissances – un autre mot dans le vent qui veut simplement dire enseigner à d'autres ce que l'on sait.

« Il est difficile d'imaginer le développement durable sans le transfert des connaissances et l'appropriation technologique. Malheureusement, de nombreux gouvernements et institutions n'ont pas exigé l'ouverture dans leurs investissements dans la technologie et, dans bien des cas, ont joué un rôle douteux en limitant leurs citoyens et consommateurs à une technologie ou un produit donné », écrit A. Escudero-Pascual. Les monopoles malsains ne sont pas souhaitables et, selon lui, en évitant l'enfermement propriétaire, on peut en arriver à une concurrence équitable.

Il indique que « Le matériel libre permet aux petites et moyennes entreprises, aux projets et entrepreneurs communautaires de fabriquer et d'assembler localement du matériel. Grâce aux logiciels libres, les projets peuvent tirer les leçons des expériences, intégrer des solutions et partager les résultats avec d'autres. »

Pour S. Song, les avantages de « l'ouverture » – tout en étant souhaitable – doivent être nuancés. La technologie gratuite n'est pas nécessairement le meilleur choix pour les communautés pauvres, et la technologie propriétaire n'est pas toujours une *mauvaise* chose. Skype, par exemple, est une technologie propriétaire, mais que l'on peut utiliser gratuitement pour des appels de PC à PC. Il est neutre sur le plan des plateformes et, contrairement à d'autres produits, peut être utilisé sur pratiquement n'importe quoi. « On ne voit guère quelle critique lui opposer », lance S. Song.

A l'avenir, les activistes doivent insister sur les normes ouvertes, mais doivent laisser choisir le matériel et les logiciels en fonction de leur mérite : « Je ne pense pas que légiférer l'utilisation des produits libres soit une bonne chose. C'est un peu comme obliger un enfant à manger des épinards. Il trouvera toujours un moyen d'y échapper. »

Un autre domaine où la technologie libre ne serait pas concurrentielle est celui de la consommation d'énergie – par exemple, on a beaucoup dit qu'Open Office consommait trop d'énergie par rapport à d'autres applications. Pour A. Escudero-Pascual, l'énergie va devenir un des grands défis en matière d'accès aux TIC pour les pauvres et il insiste sur l'importance de développer des solutions informatiques bon marché et à faible consommation d'énergie.

Selon lui, il faut encourager le marché à combler les lacunes. Même si le projet One Laptop per Child (OLPC) a été vivement critiqué pour son caractère trop « centralisé et pyramidal », « il vaut la peine de faire remarquer que même si l'OLPC est une initiative qui se trompe complètement, elle a eu pour effet très important d'attirer les fabricants d'ordinateurs vers le marché des ordinateurs portatifs bon marché ».

Mais à l'heure de mettre en œuvre les solutions, les activistes pensent généralement que l'État ou les donateurs internationaux doivent jouer un rôle important. A. Escudero-Pascual estime que l'idée que le marché pourra régler tous les problèmes est un leurre. Les pays développés ont eu besoin d'un financement pour assurer l'accès à l'information parmi les groupes les plus pauvres et il n'y a pas de raison que ce soit différent dans les pays en développement : « On s'attend à ce que le secteur privé remédie au manque d'infrastructures et de services dans les régions rurales éloignées, sans tenir compte du fait que les collectivités éloignées dans les pays du Nord ont obtenu l'accès aux infrastructures grâce à un financement public. »

S'en remettre au marché, c'est courir le risque de voir des monopoles internationaux prendre le contrôle. Alors que les services locaux dans les langues locales sont le fondement de l'accès équitable, A. Escudero-Pascual fait observer que les investissements dans la technologie et l'infrastructure sont négligeables dans les modèles opérationnels locaux qui expriment les cultures et les conditions locales. « L'incidence à long terme de cette tendance est l'absence de déploiement d'une infrastructure physique et de services dans le Sud et la concentration et le contrôle de l'information dans de petites parties du Nord ».

C. Afonso se fait l'écho de ces préoccupations : « Les cartels des télécommunications ne semblent pas s'offusquer lorsqu'une communauté s'organise pour redistribuer une connexion à large bande par un réseau WiFi. Mais lorsque toute une ville décide de créer son propre réseau communautaire, ils réagissent vivement, même si les services en cause sont hors de portée de la réglementation. »

Les réseaux ouverts, les normes ouvertes et les logiciels libres aident les communautés à ébranler les monopoles et à s'autonomiser. Mais alors que de bonnes politiques axées sur les gens exigent une stratégie bien réfléchie, C. Afonso s'en inquiète : « Mais dans les pays moins développés, cet objectif reste illusoire ou ne fait pas l'objet d'efforts coordonnés ».

Selon A. Escudero-Pascual, « Les coûts d'entretien, la formation et l'accès internet font rarement partie des sujets abordés dans ces projets. La plupart des initiatives semblent être le fait de fournisseurs qui ne possèdent pas une bonne compréhension des besoins locaux et n'ont pas de véritable expérience sur le terrain. »

Les décideurs doivent prendre des risques, ajoute S. Song. L'accès équitable, comme la technologie libre, est sans doute un peu difficile au début, mais ses leçons et ses possibilités s'accumulent. Il fait remarquer que ce fut le cas du Système de câble sous-marin de l'Afrique de l'Est (EASSy), qui a suscité la controverse au sujet de ses modèles de propriété et d'accès. « Si le projet EASSy a donné lieu à la structure de propriété la plus compliquée qui soit, il a poussé d'autres initiatives de câble, comme le SEACOM, à choisir un modèle de propriété transparent et d'accès ouvert » dit-il.

« Nous vivons à une époque où la technologie impose toujours plus son pouvoir année après année alors qu'étonnamment, les coûts continuent de baisser », dit S. Song. « Par conséquent, la technologie... peut désormais être placée entre les mains de petites organisations, voire des particuliers. Si on lui en donne les moyens, elle pourrait devenir un puissant moteur de croissance sociale et économique. »